

jusqu'à la fin de la législature, mais au cours de cette élection, il est apparu qu'il était l'un des politiciens les plus populaires et le plus largement soutenus, puisqu'il a été réélu sans difficulté malgré les pertes gigantesques que son parti Unité a globalement enregistrées.

D'autre part, un nouveau parti populiste, KPV LV, a reçu un soutien important lui aussi. De manière assez semblable au Mouvement 5 étoiles italien, ce parti a été créé et est actuellement dirigé par un acteur, Artuss Kaimiņš qui a acquis sa célébrité en animant une émission très populaire sur internet au cours de laquelle il a largement critiqué ce qu'il appelle « la vieille élite ». Il a d'abord été élu au Parlement, il y a quatre ans, en se présentant avec « Alliance des Régions », mais a quitté ce parti. Il est aujourd'hui réélu avec son propre parti dont la promesse principale est de se « débarrasser » des « vieux communistes » qui sont toujours actifs en politique aujourd'hui.

Il est évidemment intéressant de noter que ce parti a reçu un soutien massif des Lettons qui vivent au Royaume-Uni, en Irlande et dans bien d'autres pays européens. Une large part de ceux-ci a quitté la Lettonie à cause de la crise économique de 2008-2010 et conserve une certaine amertume de cet exil. Pour beaucoup d'entre eux, on peut supposer que choisir KPV LV est un acte de protestation. Ou pour reprendre l'expression d'un électeur quelque peu éméché à la sortie du bureau de vote à Bruxelles : « Au moins, Kaimiņš va faire un bon spectacle là-bas ».

Pour résumer, un certain nombre des tendances lourdes de la politique lettone en 2018 ressemble à celles que l'on observe dans d'autres pays européens. Comme dans les élections parlementaires récentes en Suède, aucun des partis ou blocs de partis n'a pu obtenir de majorité

claire. Dès lors, la formation d'une coalition devient un casse-tête. La société et, par conséquent, les choix politiques des électeurs semblent être devenus plus fragmentés. Tout comme en France ou en Allemagne, on constate aussi un certain engouement pour les populistes, provenant surtout d'électeurs désabusés, contrariés ou en colère vis-à-vis des partis traditionnels. S'exprime également une demande claire pour un renouvellement des « figures » politiques (soixante-cinq des cent députés du nouveau parlement sont élus pour la première fois), ainsi qu'une recherche d'un changement de modèle politique. Certains voient ce changement comme le chemin vers un modèle plus ouvert, plus libéral sur les « questions de société », plus proche aussi des modèles occidentaux. D'autres préfèrent un retour aux anciennes valeurs conservatrices. Et au milieu de toutes ces évolutions, la fracture ethnique persiste.

Hirak du Rif : une lutte sociale et politique contre les injustices systémiques au Maroc

Entretien avec Mohamed Aadel

Revue nouvelle : *Pouvez-vous rappeler le fil des événements qui ont cadencé le mouvement de contestation qui a démarré il y a deux ans au Rif marocain et que l'on appelle le Hirak ?*

Mohamed Aadel : Dans un premier temps, je pense qu'il serait difficile de parler du Hirak sans indiquer certaines particularités historiques de la région du Rif. Comme beaucoup d'autres régions à travers le monde, le Rif a depuis longtemps un problème avec l'autorité du pouvoir central. Ainsi, de 1921 à 1926, il y a notamment eu une république rifaine qui a été proclamée par Mohamed Ben Abdelkrim El Khattabi, considéré comme le héros de cette région. Malgré les occupations coloniales française et

espagnole, cette république posait problème au pouvoir central marocain car elle contredisait le mythe d'une continuité historique, le récit d'un Maroc qui serait uni et indivisible depuis des siècles. Il faut aussi rappeler qu'en 1959, après l'indépendance du Maroc (1956), les Rifains continuaient à avoir des revendications, en particulier concernant la reconnaissance de leur spécificité culturelle. Ils sont en effet des Amazighs (Berbères), ils ont une culture et une langue qui leur est propre. En 1959, la riposte du makhzen²⁶ a été très dure. Selon certains historiens comme Mohamed Ameziane, on parle de milliers de morts, de centaines de femmes violées et beaucoup d'exilés. Personnellement, une partie de ma famille vit toujours en Algérie à la suite de ces événements.

En 1984, de nouvelles répressions s'abattent sur les personnes qui militaient dans le Rif pour davantage de droits et de justice sociale. Elles feront des centaines de victimes.

En 2004, la prise en charge et la couverture par les autorités marocaines des conséquences du tremblement de terre (six-cents morts) ont été catastrophiques. Elles feront preuve d'une grande incapacité à répondre adéquatement à la détresse de milliers de personnes sortant dans la rue pour demander l'intervention de l'État. Et alors que les victimes s'asphyxiaient sous les décombres, les chaînes officielles marocaines diffusaient des séries télévisées pour tenter de passer l'évènement sous silence...

En 2011 enfin, le « Printemps arabe » touchera également le Maroc. Le « Mouvement du 20 février », date de sa création, aura comme principales revendications la liberté, la dignité et la justice sociale. Une réforme de la

Constitution a finalement été concédée. Cependant, la répression a aussi frappé ce mouvement, par exemple à Al Hoceima dans le Rif où cinq personnes seront retrouvées complètement calcinées à l'intérieur d'une agence bancaire.

C'est dans ce contexte historique que nous arrivons en 2016, celui d'une *hagra*, c'est-à-dire l'humiliation et l'abandon ressentis par les habitants de la région. Le 29 octobre 2016, Mouhcine Fikri, un poissonnier, achète son poisson dans le port d'Al Hoceima. Sa marchandise est confisquée par les autorités locales et jetée dans une benne à ordures. Un *mkhazni* (un agent du makhzen, un policier en quelque sorte) a ensuite ordonné au chauffeur du camion de mettre en marche la benne. M. Fikri, qui tentait de récupérer sa marchandise, est alors broyé par la machine. La colère s'est une nouvelle fois emparée de la population et les gens sont sortis dans la rue en demandant l'arrêt de l'humiliation et une enquête sur la mort de M. Fikri.

RN : *C'est en effet la goutte qui a fait déborder le vase, mais les revendications ne vont pas se limiter à la situation particulière de cette personne, elles vont prendre une plus grande ampleur...*

MA : Les gens vont comprendre que finalement ce qui est arrivé à M. Fikri pourrait arriver à n'importe qui. Ce n'est pas Fikri en tant qu'individu, en tant que poissonnier, qui est visé, mais la région entière. On retrouve d'ailleurs cette idée dans de nombreux discours de militants rifains pour qui le pouvoir marocain a réglé ses comptes avec cette région et son histoire d'insoumissions et de révoltes.

RN : *Pourtant en 1999 à la mort de Hassan II, qui avait des relations avec le Rif très dures, l'accession de son fils Mohamed VI au trône a suscité des espoirs dans la population, y compris auprès des*

26 | J'entends par ce terme l'appareil d'État dominé par l'institution royale.

Rifains. Qu'en est-il finalement et quel est le positionnement du roi vis-à-vis du Hirak ?

MA : Mohamed VI a en effet joué la carte de la réconciliation envers tous ceux qui ont souffert des années de plomb durant les années 1960 et 1970, par le biais notamment de compensations financières. Ce sera sa politique, il tentera de se réconcilier avec le peuple marocain, et les différentes régions marocaines, notamment en se déclarant « roi des pauvres » (*malik alfuqara*). Tout cela est très bien, mais concrètement, y a-t-il eu réellement une réconciliation ? En 2004, soit cinq ans après son arrivée au pouvoir, la gestion calamiteuse des conséquences du tremblement de terre au Rif fait dire à de nombreux habitants de la région que, finalement, seules les formes ont changé tandis que la véritable nature du pouvoir marocain est toujours la même. Qu'il s'agisse de Hassan II ou de Mohammed VI, ce sont toujours les mêmes politiques, la même rancune, la même violence, la même arrogance, la même manière de maltraiter cette population. Pour en revenir au Hirak, le roi s'est rendu l'été dernier à Al Hoceima, capitale du Rif, pour prononcer un discours. Symboliquement c'était un geste très fort ! Beaucoup se disaient que sa venue était de bon augure pour la libération des manifestants emprisonnés. Mais au lieu de cela, il a remercié la gendarmerie et la police pour leur travail et a traité les protestataires incarcérés de « partisans de la négation » (*adamia*), de nihilistes en quelque sorte. Pour un souverain qui souhaite se réconcilier avec la région, c'était tout de même très fort, et cela ouvrira d'ailleurs un boulevard pour les tendances républicaines au sein du mouvement de protestation.

RN : Pour mieux apprécier la situation du Rif par rapport à cet état d'abandon dont vous parlez, pouvez-vous brosser un portrait général de la situation socio-économique et socioculturelle du Rif, notamment par rapport à d'autres régions du Maroc qui seraient privilégiées ?

MA : Il n'y a pas une région mieux lotie qu'une autre. Toutes les régions du Maroc connaissent la pauvreté, un taux de chômage élevé, etc.

RN : On parle tout de même souvent de l'axe privilégié Rabat-Casablanca-Tanger, ou même du Maroc « utile » et « inutile » pour faire référence au général Lyautey lors de l'occupation française...

MA : Pas très loin du palais royal, il y a des bidonvilles. À Rabat même, dans la capitale du Maroc, il y a des populations délaissées, des enfants non scolarisés et des routes non construites... y compris là où le roi habite. En ce qui me concerne, je ne suis pas dans une posture « rifo-centrée », je suis d'obédience marxiste, et j'analyse donc les choses davantage en termes de classes et moins en termes de culture. Le Rif était essentiellement une zone rurale peuplée d'agriculteurs et de paysans qui vivaient dans les montagnes. Après la Deuxième Guerre mondiale, dans le sillage des événements tragiques de 1959, la Belgique va signer un accord bilatéral avec le Maroc en 1964 pour favoriser l'immigration de travail. Le Maroc a alors profité de l'occasion pour se débarrasser de ses éléments les plus turbulents en accordant prioritairement des visas aux Rifains. C'est la raison pour laquelle 80 % de l'immigration marocaine en Belgique est issue du Rif. Et ces départs vont en effet sensiblement calmer la région et mettre en sourdine les revendications sociales puisque la possibilité était offerte de partir travailler en Europe pour échapper à la misère. Néanmoins, avec la crise économique

des années 1970 et les restrictions à l'immigration qui s'ensuivront en Europe, les difficultés ressurgissent dans le Rif. Elles aboutiront alors aux « crises de la faim » en 1982-1983 et aux révoltes de 1984 que j'ai déjà mentionnées. Quant à la situation socioculturelle, les années d'après-guerre ont vu l'émergence d'une nouvelle classe intellectuelle davantage consciente de son identité berbère. Auparavant, même durant la période de la république du Rif, les Rifains ne mobilisaient pas cette référence identitaire. Mais avec le temps, l'identité berbère a pris progressivement une plus grande place. Mais pour ma part, je considère que les revendications socioéconomiques que le Hirk porte concernent tous les citoyens marocains qui devraient se mobiliser dans leur ensemble sur ces questions. Le Rif est en effet loin d'être la seule région qui subit la pauvreté au Maroc, j'en veux pour preuve encore les événements récents dans les régions montagneuses de l'Atlas et du Haut-Atlas où des personnes sont mortes à cause du froid.

RN : *N'y a-t-il pas malgré tout des spécificités socioéconomiques au sein de la région ? Parmi les revendications qui sont formulées, on trouve la construction d'un grand hôpital ou d'une université à Al Hoceima. Y a-t-il d'autres villes de taille comparable ailleurs au Maroc qui n'ont pas d'hôpital ou d'université ?*

MA : Je ne connais pas tous les hôpitaux du Maroc, mais, pour recevoir des soins de qualité, on parle toujours du grand hôpital de Rabat. Cette idée est d'ailleurs tellement ancrée dans les esprits que, même dans les séries télévisées marocaines, lorsque l'histoire se déroule à Oujda ou à Tanger, les personnages disent vouloir se soigner en allant à Rabat. De plus, le problème au Maroc n'est pas tant de construire des hôpitaux que la manière dont on les gère. Il faut

savoir en effet qu'un hôpital spécialisé dans le traitement des cancers a été construit à Al Hoceima en 2006, mais deux jours après son inauguration par le roi, les autorités locales ont volé le matériel et l'ont déplacé ou vendu à l'étranger. Construire une université ou un hôpital ne résoudra pas le problème de fond, ce qui est avant tout nécessaire, c'est l'arrêt de la corruption, la transparence politique, c'est un État égalitaire, une démocratie, c'est la séparation des pouvoirs, en somme l'édification d'un véritable État moderne.

RN : *Cela signifie que le Hirk porte donc aussi des revendications qui ne sont pas purement socioéconomiques, mais qui relèvent davantage de l'organisation politique de l'État marocain ?*

MA : Oui, mais cela nécessite des changements radicaux, révolutionnaires même. Nous ne sommes pas les seuls dans cette situation d'ailleurs, voyez où peut mener la corruption généralisée dans un pays comme le Brésil par exemple...

RN : *Est-ce que certains Rifains ne participent pas eux-mêmes à ce système d'oppression ? On peut imaginer que les agents de l'État responsables de ces méfaits ne sont pas tous originaires d'autres régions du Maroc.*

MA : Oui, tout à fait, c'est pour cela que j'estime plus pertinent de parler en termes de classes sociales que d'identité ou de culture. Quand j'entends certains militants, j'ai l'impression que l'on prône le Rif aux Rifains et que l'on glisse vers une certaine forme de racisme et d'exclusion. Or, l'injustice qui frappe les Rifains est la même que celle qui frappe une très grande partie de la population marocaine. De plus, les revendications du Hirk concernent tous les habitants de la région, qu'ils soient Rifains ou non. La pauvreté et l'injustice n'épar-

gnent pas les gens selon leur langue ou leur culture. Et dans l'appareil répressif d'État, il y a en effet des Arabes et des Berbères. Le président de la région administrative où se trouve Al Hoceima, Ilyas El Omari, est rifain ; cela ne l'empêche pas d'être un défenseur du régime actuel. Il ne s'agit donc pas d'une question de personnalités, mais d'institutions et de lois injustes et iniques, quelles que soient la culture et la langue de ceux qui les mettent en œuvre.

RN : *Pour en revenir aux questions plus culturelles, quelles sont les revendications que porte le Hirak en matière linguistique, puisqu'il existe une langue rifaine. Quel est le statut de cette langue ? Est-elle enseignée, est-elle promue, a-t-elle un caractère officiel ? Quelles sont les revendications des Rifains sur ces questions ? Peuvent-elles s'inscrire dans la structure actuelle de l'État marocain ? Y a-t-il des exigences relatives à un surcroît d'autonomie culturelle au Rif ? Certaines de ces revendications ne vont-elles pas jusqu'à réclamer l'indépendance ?*

MA : Le débat est compliqué car il faut s'entendre sur ce que l'on entend par langue. Le Rifain n'est généralement pas considéré comme une langue au Maroc, mais plutôt comme un dialecte (*lahja*) au même titre que le souss, le dialecte parlé au sud du Maroc, ou le tamazigh, parlé dans l'Atlas, etc. Le darija, qui est un dialecte issu de l'arabe, parlé par une grande partie de la population bénéficie d'une situation particulière. En fait, un enfant marocain de Casablanca, par exemple, qui parle darija chez lui a le droit de le parler en classe, même avec le professeur, quand bien même l'arabe standard est la langue officielle d'enseignement. Cet élève a donc le privilège de pouvoir s'exprimer dans sa langue maternelle, tout comme d'ailleurs les justiciables peuvent s'exprimer en darija lors d'un conflit devant un tribunal ou

lors d'un dépôt de plainte au commissariat. Dans les faits, et malgré son caractère non officiel, ce dialecte est donc loin d'être proscrit dans les relations juridico-administratives. En revanche, le rifain ne bénéficie pas du même avantage. Ma mère ne parle, par exemple, que cette langue et se retrouve de ce fait dans l'incapacité d'assurer son autonomie administrative. Cette situation pose question, c'est pourquoi le mouvement amazigh (berbère) exige une plus grande reconnaissance des langues berbères, notamment dans les écoles.

RN : *On peut imaginer que les positions sur cette question ne sont pas homogènes au sein du mouvement du Hirak ?*

MA : Au départ du mouvement, à la suite de la mort de Mouhcine Fikri, les revendications étaient purement socioéconomiques. Nasser Zefzafi, un des leaders du mouvement, s'était mis très vite à haranguer les foules sur les places publiques pour mobiliser la population. Les rassemblements ont rapidement connu un succès important et, dans un premier temps, les autorités ont fait preuve de mansuétude. Les choses ont changé à partir du mois de mai 2017 avec un durcissement des autorités marocaines qui se sont mises à réprimer les protestataires (un manifestant a été tué par balles en juillet 2017) et à enfermer les leaders, dont Zefzafi qui a dernièrement été condamné à une peine de plus de vingt ans. Ce tournant répressif va aussi marquer une évolution dans la dynamique du mouvement : la répression se durcissant au Maroc, ce sont les comités de soutien au sein de la diaspora en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas qui prendront progressivement le relai du Hirak. Mais ce changement se marquera aussi dans la nature des revendications portées. Jusqu'à présent, le cadre d'action du Hirak était fixé par une note de vingt-et-

une revendications socioéconomiques, mais, comme en réponse à la force de la répression du pouvoir marocain et bénéficiant d'espaces d'expression bien plus libres qu'au Maroc, certains Rifains d'Europe ont décidé de hausser le ton. Des revendications autonomistes, voire indépendantistes, ont alors commencé à devenir plus audibles même si elles restent loin de susciter l'unanimité au sein du Hirak, tant s'en faut.

RN : *Dans un premier temps les autorités marocaines se sont donc montrées clémentes jusqu'au printemps 2017 et après elles ont durci le ton. Pourquoi ce revirement à ce moment-là et comment la répression s'est-elle matérialisée et envers qui ?*

MA : Tout d'abord, il faut rappeler que le Maroc vit sous un régime de dictature et n'est pas un pays démocratique qui respecte les droits humains. Pour autant, le régime tient à donner une belle image de lui, notamment à l'étranger ; il n'a donc pas osé, dans un premier temps, commettre des actes de répression violente pour éviter de détériorer cette image. Il faut dire que le Maroc a acquis une certaine expérience depuis l'indépendance dans sa manière de traiter les mouvements sociaux. Les autorités ont donc d'abord laissé faire les protestataires, ce qui a d'ailleurs induit certains en erreur pensant qu'elles se désintéressaient de leurs agissements alors que les services secrets étaient en réalité partout et observaient de l'intérieur l'évolution du mouvement. Ce qu'espéraient les autorités marocaines était en fait que le mouvement s'essouffle de lui-même et finisse par se désintégrer de l'intérieur sans qu'elles ne doivent se salir les mains. En parallèle, le makhzen n'a cessé de discréditer le mouvement auprès de la population marocaine en désignant ses leaders comme des séparatistes

semant la discorde, la *fitna*, et prêts à déclencher une guerre civile dans le pays. Les revendications socioéconomiques du Hirak étaient présentées comme des prétextes visant à masquer le véritable but des protagonistes : proclamer une nouvelle république du Rif. Cette propagande a été relativement efficace puisque les arguments ont été repris par une large part de la société civile et des médias marocains. Mais le mouvement de contestation n'a cessé malgré tout de prendre de l'ampleur, notamment à l'étranger où la presse internationale continuait à faire écho à ses actions. De plus en plus embarrassées par les répercussions négatives du mouvement et exaspérées par son intransigeance, les autorités marocaines ont fini par revenir à la méthode forte en réprimant violemment les manifestants à partir de mai 2017. Paradoxalement, et en réaction à la brutalité du pouvoir marocain, certaines personnalités critiques envers le mouvement ont commencé à lui exprimer un soutien, certes timide, mais bien réel.

RN : *La violence de l'État marocain, on le sait, a durement touché les leaders du mouvement dont certains ont été condamnés à de très lourdes peines de prison, jusqu'à vingt ans, notamment sous le chef d'accusation de « complot visant à porter atteinte à la sécurité de l'État ». Mais comment a-t-il cadencé le mouvement dans son ensemble, comment la police et l'armée ont opéré dans la région du Rif pour tenter de l'éteindre ?*

MA : Le makhzen a d'abord pris la décision d'intervenir en arrêtant Zefzafi et en occupant sa maison, en arrêtant ensuite l'ensemble des leaders et puis en interdisant toute manifestation et tout rassemblement dans l'espace public. Il s'est même mis à surveiller l'espace virtuel en allant jusqu'à arrêter certaines

personnes qui ont mentionné « J'aime » sur les réseaux sociaux liés au mouvement. Les condamnations à des peines de prison ont été nombreuses, y compris pour des mineurs et des personnes très âgées (par exemple Ahmed El Khattabi, septante-cinq ans, condamné à six mois de prison), certains écopant de deux mois, cinq mois, un an, deux ans, même si une partie a été graciée récemment par le roi. Mais les meneurs du mouvement n'ont quant à eux pas été épargnés puisque des peines de dix, quinze et vingt ans d'emprisonnement ont été prononcées à leur encontre.

RN : *A-t-on une idée du nombre de personnes qui ont été condamnées pour avoir participé au mouvement de protestation ?*

MA : On n'a pas vraiment de chiffre précis, certains parlent de huit-cents, d'autres parlent de plus de mille personnes, mais c'est un mouvement de va-et-vient donc on n'a pas de données précises. Il faut dire que la presse se concentre beaucoup sur les leaders, mais on oublie qu'il y a des centaines voire des milliers de personnes liées à ce mouvement dans diverses prisons au Maroc à Salé, à Nador, à Oujda, etc. Arrivé à ce stade, on peut même parler d'une région assiégée, les rues d'Al Hoceima sont quadrillées par la présence militaire et policière. L'intention des autorités est ainsi de semer la peur dans le Rif. Même l'espace public est saccagé par les forces de l'ordre pour faire porter la responsabilité sur les manifestants et les activistes. Et à cet égard, je trouve l'attitude passive de l'Union européenne déplorable. La Belgique en particulier ne se distingue pas en la matière, que du contraire. Lorsque le Maroc condamne un belgo-marocain, Wafi Kajoua, pour avoir participé aux protestations, le ministre des Affaires étrangères M. Reyniers n'intervient pas. Dans la diaspora, il y a du coup une véritable peur d'entrer sur le territoire marocain qui s'installe.

RN : *Pouvez-vous nous donner plus d'indications à propos de Wafi Kajoua ?*

MA : Comme je le disais, du fait de la diaspora rifaine, dont je fais moi-même partie, il y a des actions, des manifestations, des marches organisées dans de nombreux pays européens. Nous intervenons partout où nous le pouvons et Wafi Kajoua était justement l'un de ces militants. Il se rendait régulièrement au Maroc, et c'est durant l'un de ses voyages qu'il fut arrêté le 9 juin 2018 et condamné à un an de prison le 29 juin (peine réduite à huit mois par la cour d'appel de Nador) simplement pour avoir manifesté et soutenu le Hirak. Il s'agit donc d'un Belge, qui a grandi, qui a travaillé, qui a payé ses impôts en Belgique et pourtant quand il a été arrêté la presse, le gouvernement, la société civile, les partis politiques ne s'en sont pas préoccupés. Cela ouvre évidemment le débat sur le rapport que les institutions belges entretiennent avec leurs citoyens d'origine étrangère : quelle est véritablement la place qu'on leur accorde au sein de la société ? Les autorités marocaines semblent en tout cas connaître la réponse et n'hésitent pas à s'engouffrer dans la brèche...

RN : *Il y a au sein de la classe politique belge des personnes d'origine marocaine et rifaine. Quel a été leur positionnement par rapport au Hirak ?*

MA : Beaucoup se sont tus dans toutes les langues vu les liens parfois très étroits qu'ils entretiennent avec les autorités locales ou l'ambassade marocaine en Belgique. Des mandataires socialistes se sont toutefois rendus sur place pour une mission d'observation, mais si leur rapport reconnaît la légitimité des revendications du mouvement, ils se sont montrés en revanche trop prudents sur la nature des exactions commises et il n'était pas question de mettre en doute la nature du régime

marocain. De manière générale, tant le PS, Écolo que le PTB, certes dans une moindre mesure pour ce dernier, ne nous ont pas manifesté un soutien franc et entier. Nous souhaitons, par exemple, que la question soit débattue au sein du Parlement fédéral et que nous puissions être invités pour donner notre avis, chose qui n'a malheureusement jamais eu lieu. Je pense en fait qu'ils craignent de se mettre à dos une partie des communautés belgo-marocaines qui restent très divisées sur la question. Mais pour moi, c'est une question de principe : si ces partis qui se disent progressistes accordent vraiment de l'importance à la démocratie et aux droits de l'homme, ils devraient se montrer beaucoup moins frileux. Je suis d'ailleurs étonné que sur d'autres enjeux internationaux, comme la Palestine ou l'Irak, ils le soient beaucoup moins.

RN : *Parlons à présent de la question de la présence des femmes dans le mouvement du Hirak. Avec l'arrivée de la phase répressive, la majorité des leaders s'étant retrouvée en prison, elles semblent alors avoir pris une plus grande place et une plus grande visibilité. Une activiste comme Nawal Benaisa semblait même avoir pris le relai de Zefzafi. Cela traduit-il une évolution en termes de rapports sociaux entre hommes et femmes sachant que le Rif, comme le Maroc de manière générale, reste une région très conservatrice ?*

MA : Effectivement, dans la région du Rif, les hommes conservent une place prédominante. Il faut ajouter d'ailleurs que les hommes avaient depuis longtemps le monopole du militantisme. Dans les années 1970, de nombreux jeunes hommes poursuivent des études à Oujda ou à Rabat, alors que les femmes, davantage retenues dans les foyers, auront moins d'occasions de fréquenter les milieux universitaires qui foisonnent

d'idées et de modes d'actions nouveaux autour d'une grande diversité idéologique (marxisme, frérisme, anarchisme, libéralisme, etc.). De plus, une femme qui s'exprime devant une assemblée composée d'hommes reste encore mal vue. Il est vrai cependant que le Hirak a été l'occasion pour de nombreuses femmes de s'organiser, de s'exprimer publiquement dans les assemblées, et même pour certaines de devenir des leaders au sein de la mouvance, je pense notamment à Nawal Benaissa, Silia Ziani ou à Najwa El Ouardiji. Et c'est un peu la même chose dans la diaspora aussi d'ailleurs. Cela est très positif même s'il ne faut pas se leurrer, les mentalités n'ont pas radicalement changé en deux ans non plus.

RN : *Notre dernière question concerne une mesure qui a dernièrement fait l'actualité au Maroc : le rétablissement du service militaire obligatoire pour tous les jeunes. Pensez-vous qu'il y ait un lien avec les mouvements de protestation que l'on a connus ces dernières années au Maroc ?*

MA : Le pouvoir marocain doit se rendre à l'évidence qu'il fait face à une jeunesse qui est peu patriote. Avec le Hirak il y a encore eu un recul de la foi nationale, du patriotisme qui sont pourtant essentiels à la survie du régime marocain. À côté d'un enseignement qui réduit l'histoire du Maroc à celle de la monarchie et de ses grandes figures, le service militaire est pour moi une autre façon de rééduquer la jeunesse et de la contraindre à se soumettre au régime actuel. Mais il va se casser les dents sur cette mesure car beaucoup refusent farouchement de se plier à cette obligation et sont prêts à émigrer pour y échapper. Cela ne fera que grossir les rangs des candidats à la traversée de la Méditerranée, et malheureusement aussi des personnes qui y décèdent.

Propos recueillis par Azzedine Hajji